UNE STRATEGIE RENFORCEE

Comment mesurer ses effets ?

Septembre 2017

Le 4 Septembre, JM. JANAILLAC est intervenu lors du comité de groupe AF-KLM pour présenter à l'ensemble des organisations syndicales, le détail des opérations financières soumises au vote le même jour lors de l'assemblée générale mixte des actionnaires et approuvées :

- ✓ **Permettre à Delta Air Lines et China Eastern de prendre 20% des parts du groupe à hauteur de 10% chacune.**
- ✓ **Via cette augmentation de capital, apportant quelques 750 millions d'€, baisser la dette et investir dans Virgin créant ainsi la Joint-Venture Air France/KLM/Delta Air Lines/Virgin.**

Une nouvelle Joint -Venture

Le groupe a jugé primordial de renégocier la Joint-Venture **Air France/KLM/Delta Air Lines, très rentable, mais** déséquilibrée, qui touchait à sa fin dans 2 ans. Cette nouvelle Joint-Venture, fusion de deux alliances existantes entre AF/KLM/DL d'un côté et Virgin de l'autre, négociée pour 15 ans doit permettre aux compagnies de se projeter dans l'avenir sereinement.

Cette fusion représentera 25% de part de marché entre l'Europe et l'Amérique-nord ainsi qu'une position de leader vers les Etats-Unis. Virgin ayant très peu de lignes en concurrence avec AF-KLM, son ralliement est complémentaire : depuis le Royaume-Uni, les services commerciaux de Virgin pourront vendre directement sur nos vols. Objectif : faire du groupe, le leader n°2 au départ du hub de London-Heathrow derrière British Airways et permettre à Virgin de renouveler sa flotte.

En cas de BREXIT défavorable, la direction affirme s'être protégée juridiquement exposant cet exemple : si l'Etat britannique décidait qu'une compagnie nationale devait être majoritairement anglaise, le groupe aurait alors la faculté de revendre les actions possédées chez Virgin.

Par ailleurs, **le rapprochement d'Air France-KLM et VIRGIN ouvre un potentiel de croissance supplémentaire dans le secteur de la maintenance AF INDUSTRIE.**

Ouverture du capital à China Eastern et Delta Air Lines

Pour financer l'entrée au capital de Virgin soit 230 millions, la direction a estimé indispensable une ouverture du capital AF-KLM à deux partenaires historiques : Delta Air Lines et China Eastern.

Cette opération permet ainsi au groupe de renforcer les synergies commerciales, notamment au départ du futur aéroport de Pékin qui ouvrira ses pistes en 2020.

Une baisse de la dette soutenue

Ces opérations doivent permettre au groupe de réinvestir. Les personnels du groupe ont fait des efforts historiques. Ceux-ci sont mesurables par un ratio entre le poids de la dette et notre capacité de la rembourser. Ce ratio est passé de 5.7 (fin 2011) à 2.9 (en 2016). L'objectif à atteindre est 2.5 à fin 2017 grâce à l'ouverture du capital.

A titre de comparaison, nos concurrents se situent en moyenne entre 2 et 1.4 points.

L'augmentation de capital, a été votée à 94% par les actionnaires pour Delta Air Lines et 95% pour China Eastern.

En bref :

- Delta et China Eastern auront chacune 10 % du capital de la nouvelle alliance. Avec le droit de vote double dont elles bénéficieront dans deux ans, chacune aura alors 14% des voix.
- Les deux nouveaux partenaires ne pourront pas augmenter leur participation capitalistique avant cinq ans.
- La part de l'État passe de 17,6% à 14% tout en gardant 23% des droits de vote au Conseil d'Administration.
- Delta et China Eastern auront chacune un siège au Conseil d'Administration qui passe de 15 à 17 membres.
- Pour sa part, AF-KLM détiendra désormais 31% du capital de Virgin Atlantic.

L'UNSA Aérien prend acte de ces annonces et reste très attentive aux conséquences de cette décision. Il est aujourd'hui difficile d'en mesurer leurs réels effets, en particulier dans le temps.
Les évolutions capitalistiques sont désormais monnaie courante dans le monde du transport aérien, elles ne sont pas toujours sans répercussion, à terme, sur l'activité et l'emploi. Parallèlement, il est important d'être très vigilants sur de prochaines évolutions qui pourraient avoir des conséquences sur l'activité et la gouvernance de notre Entreprise.

Dans tous les cas, nous réaffirmons notre exigence : l'État actionnaire doit continuer de jouer un rôle majeur au sein de la gouvernance de l'Entreprise.



Nous souhaitons au groupe et à la nouvelle Joint-Venture de bons vols.